

12th EADI General Conference  
**Global Governance for  
Sustainable Development**

The Need for Policy Coherence  
and New Partnerships



**Genre et développement: la place de la femme en Afrique  
rurale et dans les projets de développement agricole**

Author:	Marie Ange Baudoin
Institution:	Université Libre de Bruxelles
Address:	28 rue du château 6150 Anderlues Belgium
E-mail:	marie-ange.baudoin@ulb.ac.be
Telephone:	0032498642396

## **Abstract**

L'importance du rôle des femmes dans le développement durable :

Pourquoi les ONG devraient-elles donner une place plus importante aux femmes dans leurs projets de développement agricole ?

*Etude de cas dans le bassin arachidier sénégalais*

Le présent document vise à argumenter la nécessité à d'avantage impliquer les femmes dans les projets de développement d'agriculture durable mis sur pied par les ONG en Afrique. L'étude se base sur deux analyses de cas, effectuées sur le terrain du bassin arachidier sénégalais, suite à un séjour en tant que stagiaire au sein de l'ONG sénégalaise Green Sénégal. Les dégradations liées aux changements climatiques de la région ont induit la nécessité de développer de nouvelles techniques agricoles, dans une optique de suffisance alimentaire et dans la perspective du développement durable. Les évaluations de ces deux projets se sont révélées concluantes, sur le plan de l'intérêt à impliquer les femmes dans de tels projets.

Les projets qui ont pu être évalués se situent dans deux villages proches de Thiès. Il s'agit d'une part de la mise en place d'un réseau d'irrigation moderne au goutte-à-goutte, et d'autre part, de la distribution de semences de qualité à un GIE (Groupement d'intérêt économique) féminin. Si les deux projets impliquent aussi bien les hommes que les femmes, l'un d'eux s'est plus particulièrement focalisé sur ces dernières, organisées en GIE. L'intérêt principal était l'appui apporté par l'ONG aux femmes productrices, qui leur a entre autre permis de devenir propriétaires de parcelles. En effet, dans la société africaine traditionnelle, la possession du sol revient traditionnellement aux hommes. Sans cet appui, les femmes n'auraient pas eu les moyens de développer leurs propres activités agricoles sur leur propre terrain. Or, les évaluations préliminaires des projets montrent les avantages d'une telle possibilité offerte aux femmes.

Dans cette analyse, il ressort que la question du « genre et développement » est un point sur lequel il est impératif que les ONG agissent, au nom de la pérennité de leur projet et dans une optique d'adaptation aux changements climatiques. Car, d'elles mêmes, il s'agit d'une démarche que les femmes ne peuvent entreprendre. Cela irait à l'encontre de valeurs traditionnelles bien ancrées. C'est donc aux ONG qu'incombe cette tâche. Il faut impérativement qu'elles organisent ces femmes, qui forment la base des ménages africains, et qu'elles les encouragent à prendre part à la gestion des projets, passant outre certains aprioris basés sur le genre. Les ONG ont pu imposer le rôle plus important de la femme dans une activité où elle était traditionnellement moins présente. Cela s'est passé sans réelles difficultés, dans les deux cas d'étude. Tout porte donc à croire qu'il en sera de même si ces organismes exigeaient leur présence accrue au sein des Comités de gestion.

Les activités de développement doivent se traduire par une plus grande implication des femmes, au détriment des statuts traditionnels, qui restent encore forts présents dans le milieu privé, rural de surcroît. Les femmes africaines ont depuis toujours fait preuve de leur grand courage et de leur esprit travailleur. Le contexte actuel, marqué par les changements climatiques et ses impacts négatifs, fait ressortir le besoin de jouer de tous les atouts disponibles afin d'assurer la survie des populations. Les femmes font partie de ces atouts irremplaçables dont dispose la société africaine. Il serait dès lors irréaliste de s'en priver, au nom de traditions archaïques et de statuts figés. D'autant qu'elles-mêmes réclament une plus grande implication, fières et heureuses qu'elles sont à pouvoir toujours mieux à leur rôle de pilier familial.

## Introduction

Le développement de nouvelles stratégies agricoles en Afrique rurale subsaharienne est une nécessité qui se fait de plus en plus ressentir. Dans le contexte de dégradations environnementales et d'ouverture des marchés, la diversification des stratégies de survie est devenue indispensable aux villages ruraux africains. Les ONG peuvent jouer un rôle fondamental sur ce plan grâce à l'introduction de techniques nouvelles et à l'appui qu'elles peuvent offrir aux populations. Cependant, la prise en compte du contexte dans lequel leurs projets prennent place sera déterminante dans la réussite de leurs activités. Dans le milieu rural africain, l'importance des rôles et des statuts peut constituer un frein au développement. Si elle est bien instrumentalisée, au contraire, elle peut servir de levier sur lequel s'appuie le projet.

Suite à ce constat, nous nous proposons de partir du statut de la femme en Afrique rurale afin d'argumenter de l'intérêt réciproque que celle-ci et une ONG peuvent gagner à travailler ensemble. Dans une première partie théorique, nous dressons un portrait de la place accordée à la femme dans la société africaine agraire ainsi que l'évolution de l'importance que les ONG leur ont accordée dans leurs projets de développement. De là, nous concluons que c'est sur base de l'identité féminine en milieu rural que doit se justifier son implication dans les projets de développement agricoles.

Nous proposons ensuite d'illustrer cette partie théorique par des cas pratiques. Trois initiatives de développement agricole qui se sont déroulées au Sénégal seront passées en revue, afin de montrer l'importance du rôle de la femme dans ce secteur. Des analyses de cas ressortiront les opportunités que les femmes ont pu saisir de leur implication dans de telles démarches. Leur motivation sera également traduite par nos observations ainsi que des déclarations recueillies. Au final, nous suggérons que les ONG offrent des possibilités nouvelles aux femmes en les impliquant dans leur projet, mais que cette participation doit être construite sur base du rôle et des rapports entre l'homme et la femme, tels qu'ils existent en Afrique rurale.

## La femme et l'accès à la terre

Dans la société rurale de l'Ouest de l'Afrique subsaharienne, la femme joue un rôle primordiale. Près de la moitié de la main d'oeuvre agricole est féminine, pour un secteur qui contribue à 30% du PIB régional. C'est principalement au niveau des cultures vivrières, qui occupent plus de la moitié de son temps de travail, que son rôle est le plus important, puisqu'elle y produit 70% des récoltes<sup>1</sup>. Additionnées à cela, la femme remplit ses tâches traditionnelles de "mère nourricière", telles que le ménage, la cuisine, le soin aux enfants, la collecte de l'eau et du bois, etc. Elle aide également les hommes dans les grandes cultures, s'occupe de la transformation des produits récoltés et de leur commercialisation. Les semis, le désherbage, les récoltes, le conditionnement lui sont par tradition réservés<sup>2</sup>. Ces multiples activités participent à la définition de l'identité féminine, et de son statut social.

Cependant, bien que le travail de la terre soit l'occupation féminine principale, il se heurte à un problème fondamental: celui de la propriété foncière. En effet, dans le milieu rural africain, la terre appartient par tradition à l'homme. Le seul moyen par lequel une femme peut y avoir accès est via un don de la part de son père ou de son

---

<sup>1</sup> GAFSI, « Organisation sociale de la production dans les exploitations familiales africaines », in GRANIE *et al.*, 2006

<sup>2</sup> SARR *et al.*, 2006

mari. Même dans ce cas de figure, bien souvent, elle acquerra seulement le droit de travailler cette parcelle, tandis que la propriété restera masculine<sup>3</sup>. La division du travail est telle que la responsabilité seulement des plantations vivrières lui revient, mais pas les revenus qui en sont générés<sup>4</sup>. Il s'agit donc d'une propriété très partielle à laquelle la femme a droit.

Ce statut traditionnel de la femme n'est pas resté figé dans le temps, et les mutations qui ont été introduites aussi bien par la colonisation, les indépendances, les modernisations agraires, ou les mutations dans l'organisation administrative du pays l'ont affecté. Plutôt qu'un réel bouleversement dans la perception classique de la femme rurale, ces transformations ont creusé l'écart entre les représentations, et l'importance réelle du rôle féminin. Ses tâches se sont multipliées mais font partie du quotidien ou de l'ordinaire, ce qui les rend presque invisibles<sup>5</sup>. Quand, dans les années 80, les politiques de modernisations se sont imposées à l'agriculture familiale africaine, elles ont principalement touché les cultures de rente, tandis que les parcelles vivrières ont conservé un outillage archaïque, nécessitant un travail plus difficile et plus long. Les cultures rentières ont pris une importance grandissante dans le contexte des libéralisations des marchés et de recherche de revenus supplémentaires, et, alors qu'elles étaient à l'origine à la charge des hommes, celui-ci a fait de plus en plus appel à l'aide de ses femmes et filles. Toujours dans l'optique de la quête aux revenus supplémentaires afin de subvenir aux besoins familiaux, le maraîchage s'est peu à peu développé comme nouvelle source financière<sup>6</sup>. Ces nouvelles responsabilités sont venues s'ajouter aux journées déjà chargées des femmes, sans se heurter à des résistances de leur part. Souhaitant accroître leur apport à leur famille, elles n'hésitent pas à investir de nouveaux espaces de travail<sup>7</sup>. D'ailleurs, avoir du temps libre signifie souvent mal entretenir son ménage. Les décentralisations politiques qui ont touché beaucoup de pays africains dans l'objectif de favoriser le développement local en impliquant davantage les acteurs sociaux auraient pu offrir à la femme une chance de valoriser son travail. Malheureusement, la division des rôles masculins et féminins est tenace dans la société agraire, et, malgré l'égalité formelle de l'accès à la terre entre les deux sexes, inscrite dans les conventions juridiques légales, en pratique, la situation a peu changé: la propriété est masculine<sup>8</sup>. De plus, comme les décisions qui concernent la gestion du foncier sont généralement entre les mains des Conseils Ruraux, où les femmes sont peu représentées, il est peu probable que la situation change d'elle-même.

### **Femmes et ONG**

Pour des raisons de valeurs traditionnelles et de rigidité dans les statuts, il est peu probable que l'équitable droit de propriété foncière reconnu dans les lois entre dans les pratiques des communautés rurales. La nécessité d'obtenir une autorisation de la part de son mari afin de pouvoir travailler la terre limite le champ des activités possibles de la femme. Cependant, cette limite n'est pas infranchissable, et une des solutions pourraient venir de l'introduction de projets de développement ruraux dans

---

<sup>3</sup> KEVANE, 2004

<sup>4</sup> RAZAVI, 2002

<sup>5</sup> GRANIE *et al.*, 2006

<sup>6</sup> TUJAGUE, « Parodie du pouvoir autour des femmes en Afrique de l'Ouest : le cas des maraîchères commerçantes dans le Nord du Sénégal », in GRANIE *et al.*, 2006

<sup>7</sup> PUGET, 1999

<sup>8</sup> SUAREZ, in *Plaider pour d'autres mondes*, 2003

ces milieux traditionnels. Il reste néanmoins à mesurer la place qui est accordée aux femmes au sein de ces programmes.

C'est surtout à partir des grandes sécheresses des années 70 qui ont frappé le Sahel que les ONG et la communauté internationale se sont intéressés au milieu rural sahélien<sup>9</sup>. Des projets de développement ruraux sont alors apparus, cherchant à mettre en valeur cet environnement, par le biais de l'introduction de techniques, ressources, ou savoirs extérieurs. Nous avons vu précédemment l'importance du rôle dans la femme dans ce domaine d'action. Cependant, pendant longtemps, elle est restée absente de la construction des projets de développement. À partir des années 70, peu à peu, l'invisibilité du travail des femmes dans les pays du Tiers Monde a été reconnue, et celles-ci ont fait l'objet d'une attention nouvelle. Cette reconnaissance formelle a été internationalisée par la décennie de la Femme, initiée par l'ONU (1975-85). Cela s'est aussi traduit par la multiplication de travaux et de littératures sur le sujet, pour petit à petit déboucher sur le concept de "genre et développement", devenu incontournable depuis la Conférence des Nations Unies à Pékin, en 1995<sup>10</sup>. A partir des années 80, la femme en tant qu'actrice devient le concept d'une nouvelle approche du développement, et depuis plus d'une décennie, leur participation est devenue une exigence des bailleurs de fond<sup>11</sup>.

Cette volonté d'impliquer davantage les femmes repose sur les images véhiculées d'elles. Sur ce point, F. Puget propose quatre types de représentation de la femme qui justifient la mise en place de projet dans la société rurale subsaharienne. La première est celle d'une femme victime de la domination masculine, et que les projets de développement doivent absolument sauver. La seconde est celle de son rôle en harmonie avec la culture traditionnelle, et qui doit pour cela être préservé tel quel, sous peine de briser un équilibre. La troisième envisage la femme comme se refusant à se prendre en charge elle-même et préférant se reposer sur l'homme; il faut alors la bousculer pour qu'elle s'active. Enfin, la dernière image insiste sur son rôle économique fondamental dont elle a tout à fait conscience, et sur la nécessité de l'appuyer dans ses activités<sup>12</sup>. Sans tomber dans une vision qui idéaliserait la femme africaine, courageuse et infatigable, c'est cette dernière perspective que nous retiendrons comme justification à leur plus grande implication dans les projets de développement.

Un autre élément pris en considération quand on parle de la nécessité d'intégrer la femme dans les projets de développement est celui de sa forte vulnérabilité.

Vulnérable parce qu'elle est touchée de plein fouet par la pauvreté croissante, parce qu'elle souffre d'analphabétisme ou est privée d'éducation, parce qu'elle est soumise à des risques durant la maternité, ce concept peut néanmoins être dangereux. En effet, il pourrait amener à faire de la femme une catégorie sociale particulière, ciblée par un type de projet particulier, ayant trait par exemple à l'amélioration de la santé ou à la lutte contre la pauvreté, tout en les excluant d'autres types de programmes de développement, tels que l'agriculture<sup>13</sup>. Ainsi, les premiers projets des ONG incluant les femmes, s'ils ont eu le mérite de les faire sortir de l'invisibilité, n'ont pas contribué

---

<sup>9</sup> SARR *et al.*, 2006

<sup>10</sup> DRION *et al.*, 1999

<sup>11</sup> PUGET, 1999

<sup>12</sup> PUGET, 1999

<sup>13</sup> Par exemple, le projet du NEPAD ont catégorisé les femmes comme un groupe social vulnérable, et se focalisent dès lors sur les secteurs sociaux et le microcrédit. F. SARR, 2003

à briser les stéréotypes. En se focalisant sur des domaines tels que la santé, la cuisine, ou la maternité, ils ont plutôt participé au renforcement du cloisonnement des femmes dans leur rôle traditionnel. Le concept de "genre et développement", apparu durant les années 80, a comme ambition d'appuyer un nouveau type de développement. Celui-ci prend en compte les femmes dans le contexte de leurs rapports à l'homme et de leur rôle dans la survie familiale. Tout en évitant de les isoler en tant que groupe social particulier<sup>14</sup>, cette démarche a le mérite de contourner une confrontation directe avec les hommes, qui pourraient sentir leur statut mis en danger, par rapport à des projets trop centrés sur leurs épouses. Bien entendu, l'approche portant sur le genre doit être transversale, et ne doit pas éclipser d'autres éléments fondamentaux qui participent à la vulnérabilité féminine. Par exemple, l'important taux d'analphabétisme les prive d'un accès au matériel de vulgarisation des outils modernes agricoles, parce qu'elles ne sont pas capables d'en lire les instructions. Dans ce cas, alors qu'il a été démontré que la femme est importante dans les activités agricoles, elle peut ne pas avoir accès aux moyens et aux connaissances nécessaires à l'amélioration de cette activité, même si on l'y implique via un projet de développement.

### **La femme de l'Afrique rurale et les projets de développement**

Avec ces deux premiers points, nous avons tenté de démontrer que malgré l'importance fondamentale du rôle de la femme dans le secteur agricole, celle-ci n'est pas reconnue à sa juste valeur. La quotidienneté et le caractère ordinaire de ses tâches l'ont rendue pendant longtemps invisible aux yeux de la communauté internationale, tandis que la tradition et les statuts sociaux ont freiné les opportunités d'accès à la terre et à un rôle plus valorisé. Des mutations telles que la modernisation agricole ou la libéralisation des marchés, plutôt que d'apporter une transformation des représentations féminines, ont au contraire davantage rigidifié les statuts, cloisonné la femme dans des stéréotypes, et alourdi le poids de ses tâches. Les premiers projets de développement ciblant les femmes, au lieu d'en faire de véritables actrices, les ont catégorisées comme groupe social vulnérable, et ont participé au maintien des représentations traditionnelles. Or, les actions de développement sont des opportunités qui doivent permettre à la population féminine d'acquiescer de nouvelles connaissances et compétences, ainsi que de nouveaux droits. Pour cela, plutôt que d'en faire un groupe isolé, il faut les appuyer dans le cadre de leurs relations aux hommes et de leur statut. Sans négliger le fait que dans de nombreuses régions du monde elles sont d'avantage vulnérables sur divers points que l'homme (nutrition, éducation, santé, violence, etc.)<sup>15</sup>, les problèmes que connaissent les femmes du Tiers Monde doivent être adressés dans leur contexte social, afin d'y apporter une réponse adéquate. L'importance que les femmes accordent à leur identité de mère nourricière et la perception d'une contribution accrue au bien-être familial<sup>16</sup> sont les éléments qui les poussent à vouloir développer de nouvelles stratégies économiques. En restant dans ce cadre traditionnel, une moindre résistance de la part des hommes sera rencontrée. Un changement dans leur attitude pourrait également être progressivement initié, par une mise en évidence des avantages à donner plus de droits et de responsabilités à leurs épouses, surtout dans le contexte de la libéralisation et de la détérioration

---

<sup>14</sup> DRION *et al.*, 1999

<sup>15</sup> NUSSBAUM N., 2000

<sup>16</sup> *Ib. idem*

environnementale, qui rend nécessaire la recherche de nouvelles stratégies de survie.

Nous arguons ici que c'est le rôle de la femme en tant que mère nourricière qui doit servir de levier aux projets "genre et développement". S'appuyer sur ce statut a le double avantage, d'une part, de générer la motivation des femmes à pourvoir d'avantage au bien-être familiale, et d'autre part, froisse dans une moindre mesure les hommes, puisque l'implication féminine s'opère dans le cadre de leur statut traditionnel. La question de la propriété foncière risque néanmoins de rester pour de nombreuses années encore un problème non résolu, malgré la mise en place de projets de développement.

### **Les femmes dans le monde rural africain: trois cas pratiques au Sénégal**

Les rôles et les statuts ne sont jamais complètement figés dans le temps, ils se transforment, influencés par les évolutions sociales, économiques ou environnementales. Ces mutations se répercutent sur tout un chacun, et induisent des changements. Dans ce contexte, il s'avère que les femmes, dont les tâches se sont multipliées, réclament elles-mêmes davantage de responsabilités, d'implications et de droits. Dans les points qui suivent, nous étayons ces propos sur base d'observations et d'entretiens réalisés sur le terrain au Sénégal. Deux cas portent sur les projets de développement d'agriculture durable de l'ONG Green Sénégal dans le bassin arachidier, tandis que le dernier concerne un village qui n'a pas fait l'objet d'un programme de développement. L'avantage d'une participation soutenue des femmes dans ces projets pour la communauté et pour elle-même sera illustré. En conclusion, nous encourageons les ONG qui travaillent dans le développement agricole à accroître les capacités des femmes, sans pour autant bouleverser de façon trop prononcée les rapports sociaux qui sont à la base de leur identité. Un épanouissement féminin tout en respectant certaines traditions bien enracinées est possible.

#### **• Terrain d'étude et projets de développement**

Le Sénégal est situé dans l'Afrique de l'Ouest, entre la Mauritanie, le Mali, la République de Guinée et la Guinée-Bissau. Relativement plat, le pays englobe une grande partie de l'Ouest du Sahel. Les 55% de sa population qui compte 8 millions d'habitants vivent en milieu rural, qui contribue lui-même à 65% de la pauvreté nationale. Le pays est classé parmi les plus pauvres, avec un IDH qui le place en 156<sup>ème</sup> position sur 177 pays évalués<sup>17</sup>. L'économie du pays repose sur l'agriculture (principalement la culture de l'arachide), secteur qui emploie 60% de la population active<sup>18</sup>. Le climat est de type soudano sahélien, caractérisé par une courte saison des pluies, s'étendant de juin à octobre. Les précipitations y sont faibles, entre 300 et 1200 mm par an suivant un gradient croissant Nord-Sud, avec une baisse notée

---

<sup>17</sup> PNUD, 2007-2008. Pour rappel, l'Indice de Développement Humain évalue le niveau de développement humain sur la base de l'espérance de vie, du taux d'alphabétisme des adultes et du taux de scolarisation à l'école au primaire, au secondaire et au troisième cycle, ainsi qu'en fonction du revenu réel corrigé, les données les plus récentes des partenaires des Nations Unies et d'autres sources officielles étant utilisées.

<sup>18</sup> PANA, 2003

depuis déjà plusieurs décennies<sup>19</sup>. De fait, la productivité des sols, majoritairement de type sableux, a toujours été maigre. Outre la raréfaction des pluies, ils souffrent également de la surexploitation, du pompage excessif des réserves hydriques, et de pratiques culturales inappropriées, telles que le développement intensif de la monoculture de l'arachide. Additionnés à cela, l'érosion hydrique et éolienne, la désertification, et la salinisation, sont autant d'autres facteurs qui mettent en péril les ressources des populations rurales. Celles-ci vivent majoritairement de ce qu'elles produisent localement. Les risques de crises alimentaires sont courants, et s'ajoutent à la baisse quantitative et qualitative de l'eau, la chute des revenus, et la perte de cheptels. Ce climat d'incertitude est en partie responsable de l'exode rural des jeunes. Il en résulte la présence d'une population paysanne vieillissante, qui parvient difficilement à répondre aux besoins familiaux.

Comme dans beaucoup de pays africains coexiste au Sénégal le système foncier traditionnel au côté du système moderne. Si les textes juridiques accordent les mêmes droits aux hommes qu'aux femmes, en pratique, la propriété foncière reste aux mains du chef de famille, et la femme ne possède aucun droit formel sur la terre. Beaucoup de familles estiment en effet qu'étant destinée à quitter la maison lors de son mariage, la femme ne devrait pas devenir propriétaire d'un terrain qui appartient au groupe familial<sup>20</sup>. Certaines femmes mariées peuvent se voir accorder un droit d'usage sur la terre, mais n'en acquiert pas la possession. La participation féminine aux Conseils Ruraux, qui gèrent les terres est insignifiante, et la seule possibilité d'accès au foncier est l'appropriation collective (du droit d'usage), via l'organisation en un groupement féminin. On peut dire qu'au Sénégal, la formation de groupes de femmes est la réponse au problème de la propriété des sols<sup>21</sup>. Le même genre de difficultés d'accès se rencontre également en ce qui concerne le matériel et les intrants. Il en résulte que les travaux se réalisent le plus souvent à mains nues ou avec des outils archaïques. Cette situation précaire est à la fois due à une méconnaissance des lois et à la peur de réclamer leur application face aux hommes. L'infériorité de la femme est renforcée par un faible degré d'alphabétisation et de scolarisation<sup>22</sup>.

Les projets que nous avons suivis se sont déroulés dans les villages de Keur Yaba Diop et de Ngoundiane Peye, tout deux situés dans le bassin arachidier sénégalais<sup>23</sup>. Le développement durable, tel qu'il est expliqué dans le Rapport Brundtland, publié en 1987, est « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »<sup>24</sup>. Au niveau du bassin arachidier, le problème majeur qui s'oppose à la mise en œuvre d'un tel développement est la précarité quantitative et qualitative des ressources en eau. Ensuite viennent les problèmes de la dégradation et de la baisse de la fertilité

---

<sup>19</sup> FAO, 2003

<sup>20</sup> NDOYE T., « Accès des femmes rurales à la terre : le réseau des femmes rurales au Sénégal », in *Plaidier pour d'autres mondes*, 2003

<sup>21</sup> NDOYE T., « Accès des femmes rurales à la terre : le réseau des femmes rurales au Sénégal », in *Plaidier pour d'autres mondes*, 2003

<sup>22</sup> Le taux d'alphabétisation chez la femme au Sénégal est de 29,2%, et le taux de scolarisation est de 32%, contre 51,1 et 42 pour l'homme. PNUD, 2007-2008

<sup>23</sup> Nos analyses reposent sur un séjour d'un peu plus de deux mois (mi-octobre jusque mi-décembre), aux côtés de l'ONG Green Sénégal, durant lequel nous étions basées dans le bassin arachidier

<sup>24</sup> Commission Mondiale sur l'environnement et le développement, 1987

des sols, qui poussent les producteurs à l'abandon de certaines terres. Sans interventions, cette situation liée aux changements climatiques et aux activités humaines est loin d'assurer la couverture des besoins, présents et futurs. C'est pour répondre à cette situation précaire que l'ONG Green Sénégal intervient dans les deux villages précités.

Le premier projet de développement que nous présenterons est localisé dans le village de Keur Yaba, dans la Communauté Rurale de Thiénaba<sup>25</sup>. Il s'agit de la mise en place d'activités de maraîchage, grâce à un système d'irrigation moderne, qui permet d'économiser les ressources hydriques, devenues chères et rares. En s'appuyant sur les communautés locales et en impliquant directement les populations dans les activités maraîchères, l'ONG Green Sénégal, avec le soutien d'autres partenaires, a mis en place un système d'irrigation au goutte-à-goutte (projet TIPA, innovation du Gouvernement d'Israël). Des kits ont ainsi été distribués à 60 familles de Keur Yaba ou de villages voisins. Celles-ci ont entre autre reçu une parcelle de 500 m<sup>2</sup> à mettre en valeur grâce à cette nouvelle technique<sup>26</sup>. Le système, de fonctionnement assez simple, procure un gain de temps et d'eau réel et vise, à terme, à favoriser la diversification des activités. La lutte contre la pauvreté et l'amélioration des revenus à travers la mise en place d'une agriculture durable sont les deux objectifs principaux. Pour y arriver, l'amélioration des productions d'auto consommation et la vente de produits transformés ont été soutenues. Le projet repose sur la participation active de la population locale, hommes et femmes, qui a au préalable reçu une formation à ces nouvelles tâches. Les villageois sont les bénéficiaires principaux. Outre l'amélioration des conditions de vie et la préservation des ressources hydriques, ce programme devrait contribuer à terme à ralentir l'exode rural des jeunes.

Le second programme de développement se déroule dans la Communauté Rurale de Ngoundiane Peye<sup>27</sup>. Ici, l'action de l'ONG a davantage ciblé les femmes à travers le transfert de certaines responsabilités. Le GIE<sup>28</sup> féminin a ainsi reçu des semences de qualité, de cultures vivrières ou fruitières, et a été chargé de distribuer celles-ci au sein du village. Ce n'est pas un hasard si le choix s'est porté sur les femmes comme gestionnaires de ce projet. Celles-ci étaient déjà bien organisées et particulièrement actives dans divers domaines, allant de la prise en charge des enfants aux activités agraires dans les grandes cultures. Durant la phase de mise en place de son projet à Ngoundiane Peye, Green Sénégal a désigné des déléguées au sein de chaque carré du village. Celles-ci ont reçu une formation en reboisement et culture d'arbres fruitiers, qu'elles devaient ensuite retransmettre aux habitants de leur secteur, bénéficiaires des semences. Les femmes ont donc été davantage impliquées que les hommes au niveau de l'aspect gestion du projet, mais cependant, tous les villageois ont pu bénéficier de la distribution des graines.

Une évaluation finale des résultats des projets serait encore trop précoce, étant donné qu'ils sont toujours en cours d'exécution. Cependant, nous pouvons d'ores et déjà dresser un aperçu de la situation actuelle, tenant compte des échecs et réussites des programmes, ainsi que de leurs causes. Parmi les succès déjà notables concernant le programme d'irrigation moderne on peut relever l'importance

---

<sup>25</sup> Projet TIPA, juillet 2006 à juin 2008

<sup>26</sup> Les parcelles ont été prêtées par l'Imam, mais pourront être utilisées par les villageois aussi longtemps qu'ils le voudront

<sup>27</sup> Projet CILSS, juin 2007 à juin 2009

<sup>28</sup> Groupe d'Intérêt Economique

des économies qui ont pu être réalisées grâce à un moindre gaspillage de l'eau. Tous les paysans interrogés soulignent également le gain de temps que ce système moderne leur a offert, par rapport à l'arrosage classique. Quant au projet impliquant le GIE de Ngoundiane Peye, les semences de qualité données aux femmes ont bien fructifié, particulièrement le mil, et leur ont procuré une nette amélioration au niveau des rendements. Un autre impact positif fondamental dans les deux villages a été l'obtention d'un droit d'exploitation de la terre par les femmes. A Keur Yaba, les parcelles ont été fournies par l'Imam, tandis qu'à Ngoundiane Peye, grâce à l'union des femmes à travers le GIE et avec l'appui de Green Sénégal, elles ont pu obtenir un terrain à la Communauté Rurale, financé par un organisme partenaire de Green Sénégal.

Toutefois, des problèmes qui n'ont pas encore pu être réglés, coexistent à ces succès. Ainsi, malgré l'utilisation d'eau en moins grande quantité, les paysans éprouvent toujours des difficultés à payer leur facture. Environ 75% des producteurs interrogés affirme être endetté auprès du Comité de gestion du forage<sup>29</sup>. Le paiement mensuel de la facture est particulièrement difficile, étant donné que les rentrées d'argent ne sont pas aussi régulières, et correspondent aux cycles des récoltes. On peut néanmoins espérer que la continuation du projet permettra aux villageois de retirer de leurs récoltes des revenus suffisants pour pallier à cette contrainte via l'épargne. Un second problème notable et particulièrement prononcé en ce qui concerne le projet d'irrigation moderne est celui des lacunes importantes au niveau de la formation des populations cibles. Les interviews menées font ressortir le sentiment de plusieurs producteurs qu'ils ne seront pas capables de reprendre seuls en main cette technique moderne d'irrigation. Même si certains ont pu, à force de pratique et d'observation, intégrer par eux-mêmes cette connaissance, tous déplorent la faiblesse de la formation dont ils ont bénéficié. Nous avons pu observer par nous-mêmes cette insuffisance, qui est notamment liée à l'absence d'un personnel compétent dans l'éducation au sein de l'ONG Green Sénégal. Néanmoins, il ne faut pas nier les négligences dont font parfois preuve certains villageois, en n'assistant pas à certaines séances d'apprentissage ou en ne respectant pas toutes les consignes données.

Concernant Ngoudiane Peye, où le GIE féminin était partiellement en charge du projet, aucun problème réel n'est à noter. Les femmes se disent autonomes dans la maîtrise des techniques de reboisement et d'entretien des arbres fruitiers dont elles disposent et se considèrent prêtes à reprendre en main la gestion du projet. Elles souhaitent également que de nouvelles activités dont elles seraient responsables soient développées, dans des domaines novateurs, tels que le maraîchage. Elles sont motivées pour diversifier encore leurs activités, pour autant qu'on leur en donne la possibilité, c'est à dire surtout un appui financier et technique. Le volet formation des projets n'est pas remis en cause dans ce cas d'analyse, probablement parce qu'il ne s'agit pas en soi d'une technique culturelle nouvelle, contrairement à l'installation du système d'irrigation au goutte-à-goutte.

- ***Impliquer les femmes dans les projets de développement ruraux : un avantage réciproque pour les femmes et les ONG***

Les projets décrits ci-dessus constituent des exemples qui permettent d'illustrer la thématique que nous abordons ici : celle de la place et du rôle des femmes dans le

---

<sup>29</sup> Propos issus des entretiens menés auprès de 10 producteurs du village de Keur Yaba, novembre 2007

cadre d'activités de développement durable en milieu agricole. À travers ces cas d'étude, nous pouvons mettre en lumière les gains dont les femmes ont pu bénéficier grâce à l'intervention d'une ONG. L'accès à la terre, nous l'avons vu, est le premier obstacle au développement de nouvelles activités par la femme. Mais ces tâches nouvelles sont également tributaires de l'acquisition d'autres éléments, telles que les connaissances requises à l'introduction d'une nouvelle pratique, ou les moyens financiers nécessaires pour l'achat de certains matériels.

Dans les deux cas de figure, ces opportunités ont été offertes aux femmes. Dans le cadre des projets de développement agricole, elles ont reçu une formation aux nouvelles techniques qu'elles devaient maîtriser. Elles ont aussi obtenu une parcelle, que ce soit par un don de la part de l'ONG ou par son appui. Enfin, elles ont bénéficié du matériel et des intrants de départ nécessaires au lancement du programme. Dans le cas de Keur Yaba, les productrices ont été initiées par les agents de Green Sénégal à une technique agricole moderne, différente de ce qu'elles connaissaient jusqu'à présent. Alors que pour certaines, le maraîchage était déjà une pratique courante (avec irrigation traditionnelle), pour d'autres, il s'agissait d'une expérience totalement nouvelle. L'introduction parallèle de nouvelles variétés culturales, telles que le concombre et la carotte, aux côtés des traditionnelles (oignon, tomate, gombo), a aussi été accueillie favorablement par les productrices. Les bénéficiaires d'une parcelle ont pu recevoir une formation technique, pour la mise en installation de leur terrain, la culture de nouvelles variétés, l'entretien du système d'irrigation, etc. Les succès en termes de productivités et d'opportunités nouvelles offertes aux femmes ont engendré la volonté dans les villages voisins ou chez les femmes non bénéficiaires d'être également impliqués dans les futurs projets de l'ONG.

L'implication des femmes dans les projets de développement leur ouvre la porte à de nouvelles stratégies économiques. Dans les cas de terrain évoqués, elles restent en accord sur le fond avec les rôles et le statut accordés à la femme dans la société rurale africaine, puisqu'elles sont en rapport avec ses tâches traditionnelles de mère nourricière. Dans un contexte où la recherche de revenus supplémentaires est devenue indispensable à la survie, étendre leur champ d'activités s'imposera progressivement comme une nécessité. Si cela reste dans le cadre d'une contribution supplémentaire au bien-être familial, les nouvelles responsabilités des femmes ne seront pas mal accueillies par les hommes (pour autant qu'ils ne sentent pas menacés dans leur rôle de chef de famille). Par contraste, elles ont besoin et réclament l'appui des ONG afin d'accéder à de nouvelles activités ou de les diversifier, et sont particulièrement fières du travail qu'elles réalisent. « Nous ne pouvons pas réclamer nous même, car ça blesserait nos maris et le rôle de l'homme. Tout cela, on ne peut pas le dire tout haut nous même. C'est à Green de nous proclamer meilleures productrices, on n'oserait jamais s'autoproclamer »<sup>30</sup>.

Cibler les femmes peut également être un atout à la réussite d'un programme. Nous avons observé sur le terrain une plus grande application des femmes aux tâches qui leur étaient assignées, une présence plus fréquente sur les parcelles, une attention plus assidue envers les plantes, ainsi qu'un plus grand respect des consignes données par les agents de formation, par rapport aux hommes. Alors que ces derniers ne s'impliquent réellement que lorsque des travaux indispensables sont à réaliser (épandage du fumier, mise en plant, repiquage), leurs conjointes effectuent

---

<sup>30</sup> Propos tenus par une productrice de Keur Yaba, lors d'un entretien mené en novembre 2007

de façon régulière de petits travaux tels que le désherbage. Les entretiens que nous avons effectués auprès des villageois corroborent ces observations : quand une femme évoque son travail sur sa parcelle, elle en parle avec fierté et enthousiasme : « les femmes travaillent mieux que les hommes, eux, ils sont trop fiers, et avec le temps qu'ils gagnent grâce au goutte-à-goutte, ils traînent plus », « Nous sommes plus travailleuses que les hommes, nous prêtons plus attention à nos plantes, comme si c'étaient nos enfants. On consacre plus de temps et d'amour à nos parcelles. Les hommes n'y viennent que quand il y a quelque chose d'indispensable à faire »<sup>31</sup>. Autant de propos que nous avons pu recueillir et qui confirme ce que nous avons pu observer dans les faits.

Un autre exemple qui pourrait suggérer un atout supplémentaire de réussite grâce à l'implication des femmes, est le cas de Ngoundiane Peye. Grâce aux récoltes qu'elles ont pu tirer de leurs plantations, les femmes ont obtenu un supplément de revenu qui a été intelligemment réinvesti. Le groupement féminin a collecté et conservé une partie de celui-ci auprès de chaque femme membre. Ce montant a servi à l'achat des graines nécessaires aux prochains semis, ainsi qu'à celui de semences de henné pour compléter celles fournies par Green Sénégal, dans le cadre de ses projets de reboisement. Ici, la pérennité du projet est favorisée par cette démarche responsable.

Les femmes présentent également une plus grande prédisposition à s'investir dans un projet, avant que les résultats concrets ne se soient révélés. Cette proposition est illustrée par nos observations menées dans le village de Mbodiène, sur la petite côte sénégalaise. Anciennement habité par des pêcheurs en raison de sa proximité avec la mer et de la présence d'une lagune, le village est aujourd'hui entré dans une sorte de léthargie profonde. Toutes les activités de pêches ont été abandonnées par les résidents locaux, et les rares pêcheurs qui viennent encore exploiter la lagune proviennent de la ville proche de Mbour. Les terres proches de la côte, qui constituaient les anciennes parcelles familiales sont aujourd'hui désertes ou abandonnées. La cause de cette situation est à rechercher du côté des conséquences négatives qu'ont eu les changements climatiques, combinés à la mauvaise exploitation des sols par l'homme. Les mangroves de la lagune, autrefois abondantes, ne forment aujourd'hui plus que quelques îlots épars. Habitats de nombreuses espèces halieutiques, l'existence de celles-ci est menacée et leur nombre a fortement diminué. Cela est aussi dû à l'infiltration de l'eau de mer dans l'eau douce de la lagune. Le biseau marin cause aussi des remontées de sel dans les terres proches de la côte. La salinisation des sols qui en résulte les rend inappropriés à l'agriculture, sans une action de récupération.

Pour tenter de développer de nouvelles activités de survie dans ce contexte, des travaux de maraîchage et de pépinières ont été entrepris. Un système d'irrigation au goutte-à-goutte et des parcelles de pépinières potagères ont été installés, l'un sur un terrain accordé par l'école du village et l'autre sur le domaine privé d'une villageoise<sup>32</sup>. Pour réaliser ces activités, il a été nécessaire de rechercher des volontaires qui s'occuperaient de l'entretien des parcelles et de leur irrigation. Les seules personnes ayant répondu à l'appel sont les femmes du village. L'aide des hommes a été sollicitée, notamment pour effectuer de lourds travaux, mais ceux-ci

---

<sup>31</sup> Propos tenus par deux productrices de Keur Yaba, durant notre séjour sur le terrain, début novembre 2007

<sup>32</sup> Le système d'irrigation, ainsi que les intrants et les semences ont été entièrement financés par une habitante du village, ressortissante Française.

ont refusé de s'impliquer dans le projet. Les femmes elles-mêmes étaient réticentes, car il leur était parfois difficile de combiner ces nouvelles tâches avec celles de l'entretien de leur maison et de la garde des enfants. C'est une fois que les premières pousses ont pointé qu'un plus grand nombre s'est montré volontaire. Afin de coordonner leurs nouvelles tâches avec leurs occupations traditionnelles, les femmes ont organisé des tournantes, s'affectant les unes aux autres à tour de rôle la responsabilité du désherbage des parcelles ou de l'ouverture des vannes d'irrigation. A l'heure actuelle, un seul homme s'occupe des cultures à leurs côtés. Il ne s'agit pas ici d'un exemple du rôle des ONG, mais plutôt de la participation plus spontanée des femmes dans la recherche de nouvelles stratégies économiques. Nous ne négligeons pas le rôle de certaines valeurs dans cette moindre implication masculine, cependant nous pouvons espérer qu'à terme, quand le projet aura porté ses premiers fruits (c'est-à-dire quand les premières récoltes et ventes auront eu lieu), les hommes se sentiront davantage concernés par le maraîchage.

### **Conclusions et suggestions pour les ONG : pourquoi impliquer davantage les femmes dans les projets de développement ruraux ?**

La participation des femmes aux projets de développement est à la fois une ouverture en termes d'acquisition de compétences et de connaissances nouvelles pour celles-ci, ainsi qu'un atout pour la réussite de nombreux projets dans le domaine rural. C'est en tout cas ce que nous avons tenté de mettre en évidence à travers les différents points de ce document. Notre analyse porte sur le développement agricole en milieu rural, et les cas d'étude sont tous localisés au Sénégal. Avant d'entamer notre étude, il était utile de présenter les caractéristiques sociales et physiques principales de notre terrain ainsi que de définir certains concepts utilisés. Les problèmes de développement expliqués étaient en effet à replacer dans leur contexte, étant celui de la lutte pour la survie, face à la pauvreté et à la dégradation du milieu. C'est sous cet angle de vue que notre argumentaire doit être appréhendé.

Dans un premier temps, nous avons expliqué la place de la femme au sein de la société rurale africaine. Cela a permis d'avoir un éclairage sur les contraintes sociales et le manque de moyens qui pèsent sur les femmes, et freinent le développement de nouvelles activités économiques. Nous avons aussi vu qu'elles constituaient le socle sur lequel la famille repose, puisqu'elles sont à la fois mères nourricières, associées de travail de leur mari, et responsables des tâches ménagères. C'est par rapport à cette identité sociale, importante et pour la femme elle-même et pour les hommes en milieu rural africain, qu'il faut appréhender les opportunités qu'une ONG peut leur offrir. Celles-ci se déclinent à travers un large rayon de possibilités, allant de l'appropriation de la terre, à la formation à de nouvelles techniques, ou encore à la transmission de responsabilités au sein d'un projet.

Par rapport à ce champ de possibilités, le rôle des ONG et la place qu'elles accordent aux femmes dans leur projet ont fait l'objet des plusieurs points de notre étude. Nous avons vu premièrement la progressive prise en considération de la dimension du genre dans les projets, surtout à partir des années 70, et le passage progressif d'une représentation de la femme « victime » à la femme en tant qu'actrice du développement. De cette sortie de l'invisibilité des tâches quotidiennes, les femmes à travers leur participation à un projet de développement agricole peuvent davantage contribuer à l'entretien de leur famille. C'est en tant qu'appui à ce rôle de mère nourricière que nous suggérons aux ONG d'appliquer la thématique du « genre et développement » à leurs projets prenant place dans le milieu rural africain. La

motivation et la volonté d'implication des femmes sont grandes, mais il est peu probable qu'elles se manifestent si le risque de menace envers le rôle et le statut des hommes est trop important.

L'orientation de promotion du rôle des femmes ne peut évidemment s'effectuer dans un vide masculin. Il y a lieu aussi d'envisager les complémentarités et évolutions entraînées par les situations dont il a été question ici. Comme l'exprime l'une des productrices de Ngoundiane Peye: « Il faut nous appuyer et nous aider à développer de nouvelles activités. On veut diversifier nos tâches, il faut juste nous en donner les moyens. Ce qu'une femme fait, elle le fait toujours pour sa famille, et elle le lui donne. Si l'homme va dépenser son argent pour des plaisirs personnels, la femme, au contraire, l'utilisera pour des dépenses familiales. Nous effectuons tous les travaux nous-mêmes, dans le cadre du projet de Green. Mais certains d'entre eux nécessitent l'aide de l'homme, car ce sont des travaux trop lourds à porter pour une femme. Dans ce cadre, les hommes nous encadrent très bien. On collabore avec eux<sup>33</sup> ». Au-delà de cette illustration, c'est dans la relation que les deux sexes ont établie entre eux que doivent être pensés des programmes de renforcement des capacités dans le domaine de l'agriculture. Le concept du genre doit être appliqué comme un aspect transversal au développement, et non comme une bouée de sauvetage pour une catégorie sociale infériorisée et vulnérable.

### **Bibliographie**

- DOLPHYNE F.A., *The emancipation of women : an african perspective*, Ghana University Press, ACCRA, Ghana, 1991, 107p.
- DRION C. *et al.*, Le genre dans les ONG, in *Le Monde selon les Femmes*, Bruxelles, 1999, 28p.
- GRANIE A-M. *et al.*, *Empruntes et inventivités des femmes dans le développement rural*, IRD Editions – Presses Universitaires du Mirail, Paris, 2006, 328p.
- KEVANE M., *Women and development in Africa : how gender Works*, Lynne Rienner Publishers, USA, 2004, 243p.
- MANSOUR F., *Lutte contre la désertification, restauration des terres du bassin arachidier au Sénégal*, UDD, 1996
- PERETU B.T., *Les Africains dans le développement : le rôle des femmes au Nigéria*, L'Harmattan, Paris, 2006, 244p.
- PUGET F., *Femmes peules du Brukina Faso : stratégies féminines et développement rural*, L'Harmattan, Paris, 1999, 319p.
- RAZAVI S., *Shifting burdens : gender and agrarian change Under neoliberalism*, Kumarian Press, 2002, 265p.
- SARR F. *et al.*, *Femmes et développements durables et solidaires*, Presses Universitaires de Namur – UNESCO, Namur, 2006, 333p.
- SAVANE M\_A., *Systèmes alimentaires : femmes et développement en Afrique de l'Ouest*, UNRISD, Genève, 1986, 207p.
- Human Development Report 2007-2008, PNUD, 2008
- Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Commission Mondiale sur l'environnement et le développement, 1987
- L'évaluation de la dégradation des terres au Sénégal, FAO, projet LADA, avril 2003
- TIPA, *Innovation Technico-agricole pour la lutte contre la pauvreté : rapport d'activité*, Green Sénégal, aout 2007

---

<sup>33</sup> Propos tenus par la Présidente du GIE féminin de Ngoundiane Peye, novembre 2007

*Plan d'Action National pour l'Adaptation aux Changements Climatiques*, PANA, Ministère de l'Environnement et de la protection de la Nature, Sénégal, 2006  
*Programme d'appui à la lutte contre la desertification, phase II: rapport de présentation*, CILSS, décembre 2006

« Femmes et développement », in *Echosud*, CUD, n°16, sept. 2007

« Plaider pour d'autres mondes », in *Le monde selon les femmes*, 6<sup>ème</sup> Rencontre du Réseau Palabras, octobre 2003